



PROVINCE DU BRABANT WALLON - COMMUNE DE BRAINE-LE-CHÂTEAU
EXTRAIT du REGISTRE aux DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL COMMUNAL

Séance du 29 novembre 2023

Présents : M. TAMIGNIAU, Bourgmestre-Président ;
M. F. BRANCART, M^{mes} SACRÉ, NETENS et M. PEETROONS, Échevin(e)s ;
M. LACROIX, Président du C.P.A.S. ;
~~M^{me} N. BRANCART~~, MM. DELMÉE, ~~DE GALAN~~ et HANNON, ~~M^{me} DORSELAER~~, MM.
SAMPOUX et ~~PISSENS~~, M^{lle} BAUGNET, M^{mes} DERIDDER, ~~de MONTPELLIER d'ANNEVOIE~~
et ~~MAILLANT~~, M^{lle} ROMEYNS, M^{me} RABBITO, M. LAMBERT et M^{me} MAYET, Conseillers ;
M. LENNARTS, Directeur général.

Objet : **Redevance communale fixant la contribution financière à charge des participants à diverses activités organisées par la commune (exercice 2024) : décision.**

Le Conseil communal, réuni en séance publique,
Vu les articles 162 et 173 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;
Vu le Décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la Loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, édition 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;
Vu le Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié, notamment ses articles L1122-30, L1124-40 §1^{er}-3^o et L1133-1 ;
Vu la *Circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne* pour l'année 2024 ;
Vu les finances communales ;
Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;
Revu sa délibération du 23 novembre 2022 par laquelle il établit, pour l'exercice 2023, une redevance communale fixant la contribution financière à charge des participants à diverses activités organisées par la commune ;
Attendu que le Ministre régional wallon du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville a approuvé cette décision par arrêté du 22 décembre 2023 [références : réf. : SPWIAS/050100/cattr_ali/2022-044201] ;
Considérant que la Cour d'Arbitrage, dans son Arrêt n° 67/2001 du 17 mai 2001 publié sous forme d'extrait au Moniteur belge le 11 septembre 2001, a répondu négativement à la question préjudicielle relative aux articles 112 et 114 de la nouvelle Loi communale que lui avait posée le Conseil d'État (pour la Cour, *"l'article 112 de la nouvelle loi communale ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en tant que la publication des règlements et ordonnances communaux qu'il vise fait courir le délai de recours en annulation au Conseil d'Etat tant vis-à-vis des habitants de la commune que vis-à-vis des personnes étrangères à celle-ci."*) ;
Considérant que chaque année, la commune organise - notamment via le service communal *Maison de la Cohésion sociale* - diverses activités à l'attention de la population ;
Vu les frais engendrés par ces différentes activités ;
Considérant qu'il convient de fixer par une redevance la contribution financière qui sera demandée aux participants à ces activités ;
Considérant que ces activités auront lieu si la situation sanitaire le permet ;
Considérant que le dossier a été communiqué au Directeur financier le 20 novembre 2023 ; que simultanément son avis de légalité a été sollicité ;
Vu l'avis de légalité n° 39/2023 de Monsieur Olivier LELEUX, Directeur financier, daté du 22 novembre 2023 et reçu le même jour, dont l'extrait suivant est textuellement reproduit :
" Avis de légalité POSITIF / RESERVE / NEGATIF " (sic) ;
Sur proposition du Collège communal ;
Ouï Monsieur Stéphane LACROIX, Président du C.P.A.S., membre du Collège communal en charge des finances communales, en son rapport ;
Après en avoir délibéré ;
À l'unanimité, **DÉCIDE** :

Article 1^{er} : Il est établi, pour l'exercice 2024, une redevance communale fixant la contribution financière à charge des participants à diverses activités proposées à la population par la commune.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui participe à l'activité.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

Excursion annuelle (pensionnés et moins valides)	20,00 EUR par personne. Paiement lors de l'inscription à l'excursion, sur le compte financier dédié à cet effet.
Repas communautaires (pensionnés)	30,00 EUR par repas, nourriture et boisson(s) comprises. Paiement le jour du repas, au comptant, contre remise d'une quittance.
Activités diverses pour les pensionnés (goûter, bal,...)	5,00 EUR par personne. Paiement le jour de l'activité, au comptant, contre remise d'une quittance.
Repas de Noël (personnes précarisées)	10,00 EUR par personne. Paiement le jour du repas, au comptant, contre remise d'une quittance.

Gym Sana (aînés)	5,00 EUR par séance. Païement le jour de la séance, au comptant, contre remise d'une quittance ou via une formule d'abonnement valable pour 10 séances.
Gym Sana « Entracte » (aînés)	5,00 EUR par séance. Païement le jour de la séance, au comptant, contre remise d'une quittance ou via une formule d'abonnement valable pour 10 séances.

Article 4 : À défaut de paiement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi suivant l'article L1124-40, §1^{er}, 1° du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié. Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10,00 EUR. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel. Dans les cas non visés par cet article, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 5 : La présente décision est soumise à la tutelle spéciale d'approbation du Gouvernement wallon, conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié.

Article 6 : La présente délibération sortira ses effets après accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et -2 du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié.

Article 7 : Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la commune de Braine-le-Château ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de 5 ans et à les supprimer par la suite ;
- méthode de collecte : recensement par l'administration ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la commune.

Par le Conseil,

Le Secrétaire de séance,
(s) M. LENNARTS,
Directeur général.

Le Président de séance
(s) N. TAMIGNIAU,
Bourgmestre

Pour extrait conforme :
Braine-le-Château, le 30 novembre 2023

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

Marc LENNARTS

Nicolas TAMIGNIAU

